

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15, place de la République – CS 70527  
28019 CHARTRES CEDEX

Chartres, le 08/07/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AXEREAL**

Le Crochet

Route de Brou

28290 COMMUNE NOUVELLE D'ARROU

Références : 171/RAPVI/PBi/IC220347

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté Le Crochet Route de Brou 28290 COMMUNE NOUVELLE D'ARROU. L'inspection a été annoncée le 30/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL
- Le Crochet Route de Brou 28290 COMMUNE NOUVELLE D'ARROU
- Code AIOT dans GUN : 0010000171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non

L'établissement AXEREAL situé au lieu-dit "Le Crochet" sur le territoire de la commune nouvelle d'Arrou est autorisé à exploiter des stockages de céréales, ainsi qu'un stockage d'engrais liquides par arrêté préfectoral du 14 mai 1999.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la visite du 22 mars 2019 ;
- le respect des distances d'isolement et l'usage des locaux situés dans ces distances (article 2.1.4 de l'AP du 14/05/1999) ;
- gestion des Produits Phytosanitaires Non Utilisables (AM du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2718).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Interrogé sur son activité prévue dans le récépissé d'antériorité du 15 juin 2011 de réception et de gestion de Produits Phytopharmaceutiques Non Utilisables, soumise à la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a indiqué ne jamais avoir procédé à cette activité sur son site d'Arrou-Le Crochet. Il a indiqué que le projet de bâtiment de stockage temporaire de produits phytopharmaceutiques n'est pas destiné à recueillir ce type de produits. Suite à cette information, les points de contrôle liés à cette activité n'ont pas été abordés durant l'inspection du 29 avril 2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
NC6-VI22032019	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.2.9	/	Mise en demeure, respect de prescription
Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-II	NC1-VI22032019	Sans objet
NC2-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	NC2-VI22032019	Sans objet
NC3-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	NC3-VI22032019	Sans objet
NC4-VI22032019	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.6.1	NC4-VI22032019	Sans objet
D3-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	D3-VI22032019	Sans objet
R1-VI22032019	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.1.1	R1-VI22032019	Sans objet
R5-VI22032019	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.6.1	R5-VI22032019	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC5-VI22032019	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.6.7	NC5-VI22032019	Sans objet
NC7-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-I	NC7-VI22032019	Sans objet
NC8-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	NC8-VI22032019	Sans objet
D1-VI22032019	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R.543-30	D1-VI22032019	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
D2-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	D2-VI22032019	Sans objet
R2-VI22032019	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.1.1	R2-VI22032019	Sans objet
R3-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	R3-VI22032019	Sans objet
R4-VI22032019	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14	R4-VI22032019	Sans objet
Distances d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 2.1.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1-VI22032019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liquide inflammable
<b>Prescription contrôlée :</b> Le silo est débarrassé de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.
<b>Constats :</b> Présence d'un stockage de fioul à l'intérieur de la tour de manutention du silo 1 (rez-de-chaussée).
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, que le stockage de fioul présent dans la tour de manutention a été placé à cet endroit afin d'éviter le vol de son contenu, événement survenu plusieurs fois auparavant. La cuve vue lors de l'inspection est effectivement double peau, et d'une contenance de 1 500 L. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la présence de fioul dans la tour de manutention peut amener à une augmentation des risques en cas d'explosion dans l'enceinte de la tour. Les conclusions de l'étude de dangers de 2005 concernant le silo ne prennent pas en compte cette cuve, celle-ci étant à l'époque située à proximité des stockages d'engrais liquides. »  NC1 : Présence d'un stockage de fioul à l'intérieur de la tour de manutention du silo 1 (rez-de-chaussée).  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Nous sommes obligés de stocker la cuve de fioul à l'intérieur de la tour pour éviter le vol. Suite à votre constat lors de l'inspection de 2014, l'exploitant a remplacé la cuve par une double paroi pour protéger l'installation. En cas d'explosion, les risques restent limités compte tenu de la quantité de fioul dans la cuve et l'éloignement des riverains (pas de tiers à proximité). La probabilité d'effets domino en cas d'explosion est faible. »  Constat du 29/04/2022 : L'inspection des installations classées a constaté que la cuve de fioul est toujours située au rez-de-chaussée de la tour de manutention. Comme précisé suite à l'inspection de 2019, la présence de cette cuve n'est pas prévue à cet emplacement et n'est pas prévue dans l'étude de dangers de 2005, et les conclusions prises dans ce document concernant ce stockage ne sont donc pas applicables en l'état.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC2-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas présenté de rapport justifiant de la correction de l'observation relevée dans le rapport foudre du 15 octobre 2021.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'au jour de l'inspection, les travaux d'installation des dispositifs de protection contre la foudre n'ont pas été réalisés. Il a fourni une commande datée du 8 février 2019 indiquant une fin des travaux pour le 31/05/2019. Cette commande est basée sur un devis du 5 novembre 2018. »  NC2 : L'installation des dispositifs de protection contre la foudre préconisés par l'étude technique n'a pas été réalisée.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « L'installation des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée au mois de juin 2019. Vous trouverez à l'annexe I le dossier des ouvrages exécutés. »  Constat du 29/04/2022 : Le dossier des ouvrages exécutés transmis par l'exploitant dans son courrier du 22 novembre 2019 justifie de la réalisation de travaux. La présentation d'un rapport de vérification complète au titre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 doit permettre de statuer sur la mise en conformité de ce point. L'exploitant a présenté lors de l'inspection un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre daté du 15 octobre 2021 et réalisé par la société SOCOTEC. Ce rapport ne liste pas de non-conformités par rapport à l'étude technique foudre du site. Par ailleurs, ce rapport liste une observation (valeur de prise de terre non conforme au niveau du silo 2). L'exploitant a présenté un rapport de la société ADEE daté du 11 janvier 2022 justifiant de la réalisation de travaux pour corriger de cette observation. Il n'a cependant pas présenté de rapport de vérification des installations justifiant du retour à la normale de la situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC3-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Colonne sèche
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> La colonne sèche présente des non-conformités non corrigées au jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « La vérification périodique de la colonne sèche recommandée par le référentiel en vigueur n'a pas été réalisée. Le ministère a été interrogé sur la manière adaptée de procéder à une vérification de fonctionnement des colonnes sèches. L'exploitant a indiqué prévoir ne pas réaliser cette vérification tant que le ministère n'a pas donné une réponse à cette interrogation. »  NC3 : La colonne sèche présente dans la tour de manutention du silo 1 ne fait pas l'objet de vérification périodique conformément aux référentiels en vigueur.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Une vérification des colonnes sèches pour le site d'Arrou est prévue pour l'horizon 2020. Nous envisageons de refaire les vérifications tous les 3 ans. »  Constat du 29/04/2022 : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des colonnes sèches réalisé par Eurofeu et daté du 25 avril 2022. Ce rapport relève la présence d'une non-conformité (défaut d'inclinaison vers le sol). L'exploitant a indiqué avoir demandé une intervention de son service maintenance, mais sans pouvoir préciser de délai de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC4-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture réserve incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> En particulier, les dispositions suivantes sont respectées : [...] - la défense extérieure contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau de 120 m3 conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°455 du 10/12/1951 en assurant notamment : [...] b) que le point d'eau soit accessible en toute circonstance clôturé et muni d'un portillon d'accès [...]
<b>Constats :</b> La réserve d'eau incendie n'est pas clôturée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « La formulation de l'article indique que la réserve d'eau doit être clôturée de manière individuelle par rapport au site. Cette clôture [n'est pas installée]. »  NC4 : La réserve d'eau incendie n'est pas clôturée.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « En effet l'arrêté préfectoral du site impose que le « point d'eau soit clôturé. » Comme indiqué dans notre réponse du 11 juin 2004, le site en lui-même est clôturé, ce qui permet de répondre à cette prescription. Pour clarifier la situation nous allons [faire] une demande CERFA de dérogation, vous trouverez en annexe 2 la demande. »  Constat du 29/04/2022 : L'inspection des installations classées a observé que la situation n'a pas évolué depuis la dernière inspection du site. La demande de modification émise par l'exploitant ne justifie pas d'une impossibilité technico-économique de procéder à la mise en place de la clôture autour de la réserve d'eau incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : NC5-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 14.100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.  Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « Les travaux d'installation des dispositifs de protection contre la foudre n'ayant pas été fait, les contrôles de ces mêmes dispositifs n'ont pas été réalisés. »  NC5 : Le contrôle périodique des installations existantes de protection contre la foudre n'est pas réalisé.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Le contrôle périodique contre la foudre est planifié au mois de décembre 2019. »  Constat du 29/04/2022 : L'exploitant a présenté lors de l'inspection un rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre daté du 15 octobre 2021 et réalisé par la société SOCOTEC. Ce rapport liste une observation (valeur de prise de terre non conforme au niveau du silo 2). L'exploitant a présenté un rapport de la société ADEE daté du 11 janvier 2022 justifiant de la réalisation de travaux pour corriger de cette observation. Il n'a cependant pas présenté de rapport de vérification des installations justifiant de la mise en conformité. Ce point est repris par le constat NC2-VI22032019 ci-avant, susceptible de suite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC6-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin d'orage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non polluées canalisées, collectées par le réseau spécifique interne à l'entreprise, seront rejetées dans le milieu naturel après passage dans un bassin permettant la rétention des eaux en cas de pollution.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un bassin permettant la rétention des eaux en cas de pollution.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'accès au bassin d'orage est difficile, du fait de la présence de végétation (broussailles, arbustes, etc). » « L'inspection a constaté que la vanne est, comme le bassin, difficilement accessible, et, d'après le témoignage de l'exploitant, non signalée. »  NC6 : Le manque d'entretien autour du bassin d'orage rend son accès et celui de la vanne, en sortie de ce bassin, servant à confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie difficile. De plus, la vanne n'est pas signalée.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Un débroussaillage important a été réalisé autour du bassin. Le bassin servant à confiner les eaux d'extinction est accessible (photo ci-joint). »  Constat du 29/04/2022 : Lors de l'inspection, la zone n'était pas accessible et pas visible depuis l'endroit du site choisi pour le constat. L'exploitant a indiqué que l'emplacement désigné lors de la visite du 22 mars 2019 n'est pas un bassin de rétention, et n'est pas équipé en ce sens.  Suite à la visite du 29 avril 2022, l'inspection des installations classées a consulté l'étude de dangers du site datée du mois de décembre 2005, qui ne fait pas mention de la présence d'un bassin permettant la rétention des eaux en cas de pollution. Pour rappel, l'exploitant a déclaré en 2014 que ce bassin était équipé d'une vanne guillotine permettant de le transformer en bassin de rétention des eaux d'extinction. L'exploitant doit clarifier la situation autour de ce sujet.  L'inspection des installations classées a également consulté le dossier d'autorisation daté du mois de septembre 1998 ayant amené à la prise de l'arrêté préfectoral du 14 mai 1999. L'étude d'impact de ce dossier indique que "les eaux pluviales seront dirigées vers un bassin de rétention". Or, le défaut d'entretien du bassin est relevé depuis plusieurs inspections.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : NC7-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>.</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'inspection des installations classées a constaté, dans le ciel de cellules du silo 1, la présence de poussières en quantité supérieure aux critères du guide de l'état de l'art sur les silos – version 3. »  NC7 : Présence de poussières en quantité importante dans le ciel de cellules du silo 1.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Nous prenons note de votre constat pour procéder au nettoyage du ciel du silo 1 et enregistrer les dates de nettoyage. »  Constat du 29/04/2022 : L'inspection des installations classées a constaté que le ciel de cellules du silo 1 présente une quantité de poussières conforme aux critères du guide de l'état de l'art sur les silos - version 3. Le rez-de-chaussée ainsi que le premier étage de la tour de manutention présentent également un taux d'empoussièrement conforme aux critères sus-mentionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : NC8-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Autre, Sécurité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'inspection des installations classées a constaté qu'un pan du grillage à proximité du silo 2 est découpé et permet l'accès aux installations par des personnes étrangères à l'établissement.  NC8 : Un pan du grillage à proximité du silo 2 est découpé et n'empêche pas l'accès aux installations à des personnes étrangères à l'établissement.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Les réparations sur le grillage sont réalisées. L'accès est sécurisé. »  Constat du 29/04/2022 : L'inspection des installations classées a constaté que le pan de grillage vu découpé en 2019 a été réparé. Par ailleurs, l'inspection n'a pas observé de parties de l'enceinte du site non ou mal grillagées le 29 avril 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : D1-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/04/2013, article R.543-30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PCB
<b>Prescription contrôlée :</b> Un appareil est considéré comme non pollué par les PCB s'il est fabriqué après le 4 février 1987, qu'il est hermétiquement scellé ou qu'il est démontré qu'aucun fluide diélectrique contenant un mélange d'isomère dont le numéro de registre CAS est le 76253-60-6 n'a été ajouté avant le 18 juin 1994 et que l'appareil n'a pas de plaque indiquant " UGILEC-T ".  Les appareils fabriqués après le 18 juin 1994 sont considérés comme non pollués par les PCB.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « Le transformateur est daté d'avant 1994. Les appareils fabriqués avant cette date peuvent contenir des PCB. Tout transformateur antérieur à 1994 doit faire l'objet d'une analyse de son fluide diélectrique ainsi que l'affichage réglementaire de la présence ou l'absence de PCB sur la porte d'accès au local du transformateur, tel que prescrit à l'article R. 543-29 du Code de l'Environnement. »  D1 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit qu'il procède à l'analyse du fluide diélectrique contenu dans son transformateur et transmette le résultat de cette analyse à l'inspection des installations classées ;</li><li>• soit qu'il transmette à l'inspection des installations classées les documents permettant de justifier que le transformateur répond aux prescriptions listées dans l'article R.543-30 du Code de l'Environnement.</li></ul> Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Un contrôle du TGBT2 servant à protéger le transformateur a été réalisé le 30 septembre 2019. Suite à cette vérification, vous trouverez à l'annexe 3, le rapport de contrôle, le devis pour le prélèvement d'huile avec le bon de commande (intervention début d'année). »  Constat du 29/04/2022 : L'exploitant a présenté le rapport d'analyse de l'huile contenue dans son transformateur, réalisé par Transfo Lab et daté du 8 mars 2020. Ce rapport indique que la quantité de PCB dans l'échantillon est inférieure à la limite de détection, qui est indiquée à 1 ppm. L'exploitant a affiché, durant l'inspection, une copie de ce résultat sur la porte d'accès au local abritant le transformateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : D2-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DRPCE
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations : - appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ; - ou, pour les silos existants, disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes « protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529, version juin 2000) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 millimètres diminuée de 75 °C.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions est un document dont le contenu est précisé à l'article R.4227-52 du Code du Travail. Ce document peut vous être demandé dans le cadre d'une inspection au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. »  D2: Tenir à disposition de l'inspection des installations classées le Document Relatif à la Protection contre les Explosions de vos installations.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Axereal dispose d'un DRPCE, document relatif à l'évaluation des risques d'explosion et la protection des travailleurs contre les risques d'explosion. Nous tenons ce document à la disposition de l'inspection des installations classées. »  Constat du 29/04/2022 : L'exploitant a présenté lors de l'inspection le DRPCE dont il dispose, et a indiqué que ce document est présenté lors des vérifications des installations électriques.  Le contenu de ce document n'est pas contrôlé, il relève de la responsabilité de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : D3-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Au vu du rapport de vérification des installations électriques du 4 mars 2022, l'installation électrique présente une non-conformité non corrigée au jour de l'inspection.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : Identique à l'intitulé de la demande.  D3 : Tenir à disposition de l'inspection des installations classées l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Pour la prochaine inspection nous pourrons vous présenter le rapport sur la conformité des installations électriques (en attente de recevoir le rapport de notre prestataire). »  Constat du 29/04/2022 : L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques du site réalisé par la société DEKRA et daté du 4 mars 2022. Ce rapport indique que le document relatif à la protection contre les explosions a été présenté. Ce rapport liste une non-conformité (présence de dégradations mécaniques sur un presse-étoupe). L'exploitant a présenté une commande signée pour la correction de cette non-conformité datée du 11 avril 2022. Il n'a cependant pas présenté de document justifiant de la réalisation de ces travaux, ou justifiant de la conformité des installations suite à ces travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R1-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Tout projet de modification à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant a installé un bâtiment sans porter à la connaissance de la Préfecture l'usage de cet emplacement.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'exploitant a cependant indiqué qu'une plate-forme de stockage temporaire de céréales a été installée sur le site, mais que celle-ci ne constitue pas une installation soumise à la nomenclature des installations classées. »  R1 : Il appartient à l'exploitant, avant d'entreposer des céréales dans cette zone, de porter cette modification à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation, conformément à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ce porter-à-connaissance devra conclure sur l'aspect non substantiel de cette modification.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Nous prenons note de votre demande. »  Constat du 29/04/2022 : Au jour de l'inspection, la plate-forme de stockage temporaire de céréales a été démontée. Lors de l'inspection, un bâtiment de stockage temporaire de produits d'appoint (semences, produits phytopharmaceutiques...) était installé en lieu et place de cette plate-forme. L'inspection des installations classées a observé la présence de stockage de sacs de semences dans ce bâtiment. A la connaissance de l'inspection des installations classées, la Préfecture n'a pas été informée de l'usage de cet emplacement à des fins de stockage de produits d'appoint.  L'exploitant a indiqué prévoir remettre en place la plate-forme de stockage temporaire à une date ultérieure, non précisée lors de l'inspection. Il doit dans ce cas, établir au préalable un porter-à-connaissance du Préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Consistance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Installations exploitées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un bâtiment en structure légère non prévu dans son arrêté préfectoral, et dont l'emplacement peut amener à des effets dominos en cas d'accident dans le silo 1.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté, le 29 avril 2022, la présence d'un bâtiment de stockage de produits d'appoint (semences, produits phytopharmaceutiques...) dans l'enceinte du site. L'exploitant a indiqué que ce bâtiment est installé provisoirement et temporairement. Il a porté à la connaissance du Préfet son projet d'installer un bâtiment de type "barnum" au sein de son établissement par courrier du 10 décembre 2021.  L'instruction de cette demande de modification n'est à ce jour pas conclue. Par ailleurs, le bâtiment observé le 29 avril 2022 n'est pas situé à l'emplacement projeté dans le porter-à-connaissance du 10 décembre 2021. De plus, l'emplacement où le bâtiment a été observé est situé dans les zones de surpression de 50 mbar causées par un accident survenant dans la tour de manutention du silo 1 définies dans l'étude de dangers du mois de décembre 2005 de l'établissement. L'exploitant n'a pas informé la Préfecture de la modification de son projet de modification, et n'a pas non plus fait d'étude quand au risque d'effets dominos entre le bâtiment de stockage et les installations du silo 1.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : R2-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Produits phytosanitaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'exploitant a transmis, par courrier du 20 mai 2016, une déclaration d'existence au titre de l'antériorité pour les rubriques 4510, 4511 et 4734, pour des quantités respectives de 19 t, 99 t et 1,66 t. L'exploitant a indiqué, lors de l'inspection du 22 mars 2019, que le site ne procède pas au stockage de produits phytopharmaceutiques, concernés par les rubriques 4510 et 4511, hormis dans le cadre du stockage de produits utilisés pour le traitement du grain. »  R2 : L'exploitant est invité à clarifier sa position sur les quantités demandées au titre des rubriques 4510 et 4511 dans le cadre de sa déclaration d'existence du 20 mai 2016.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Concernant les rubriques 4510 et 4511, nous stockons sur le site de Crochet principalement des insecticides pour le traitement des denrées. Le volume cumulé pour ces 2 rubriques est inférieur à 10 t. »  Constat du 29/04/2022 : L'inspection des installations classées prends note de la réponse de l'exploitant.  Le 29 avril, l'inspection des installations classées n'a pas relevé la présence de produits phytosanitaires dans le barnum de stockage temporaire.  Il y a lieu de relever que l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance relatif à un projet de stockage de produits phytopharmaceutiques, en instruction. Ce porter-à-connaissance devra considérer l'ensemble des quantités susceptibles d'être présentes dans l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R3-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « Par ailleurs, le rapport de vérification des installations électriques [...] mentionne que la liste des équipements susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion n'a pas été présentée au vérificateur. »  R3 : Le rapport de vérification des installations électriques indique que la liste des équipements susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion n'a pas été présentée.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Nous prenons note de votre demande pour la prochaine vérification électrique. »  Constat du 29/04/2022 : Le rapport de vérification du 4 mars 2022 réalisé par DEKRA indique que la liste des équipements susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion a été présentée lors de la vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R4-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Colonne sèche
<b>Prescription contrôlée :</b> Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'exploitant a indiqué à l'inspection le 22 mars 2019 que le panneau a bien été remplacé depuis la précédente inspection. Cependant, l'inspection a constaté que ce nouveau panneau est également effacé. »  R4 : Le raccord d'alimentation de la colonne sèche n'est pas signalé (panneautage effacé).  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Nous avons diffusé une nouvelle affiche pour signaler le raccord d'alimentation de la colonne sèche. »  Constat du 29/04/2022 : L'inspection des installations classées a constaté que l'affichage du raccord d'alimentation de la colonne sèche a été remplacé. L'exploitant a par ailleurs indiqué contrôler régulièrement cet affichage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : R5-VI22032019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteau incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés [...]. En particulier, les dispositions suivantes seront respectées : [...] - la défense extérieure contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau de 120 m <sup>3</sup> [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'éléments lui permettant de justifier de la quantité d'eau disponible dans la réserve d'eau du site.
<b>Observations :</b> Constats du 22/03/2019 : « L'inspection n'a pas contrôlé de rapport de vérification concernant le poteau incendie présent à l'entrée du site. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées un rapport de contrôle du débit et de la pression disponibles sur ce poteau. »  R5 : Tenir à disposition de l'inspection des installations classées le rapport de contrôle du poteau incendie présent sur le site, indiquant notamment le débit d'eau ainsi que la pression disponible à ce poteau.  Réponse de l'exploitant du 22/11/2019 : « Le poteau incendie est situé à l'extérieur du site. Nous avons fait la demande à la mairie d'Arrou pour obtenir le débit et la pression de ce poteau. »  Constat du 29/04/2022 : L'exploitant a indiqué que l'indication, sur le plan du site, d'un poteau incendie à l'entrée du site, est erronée. Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a observé qu'il n'y a pas de poteau incendie à proximité de l'accès au site. L'exploitant a indiqué avoir modifié son plan du site. Par ailleurs, le bassin présent sur le site est d'une capacité de 240 m <sup>3</sup> selon l'exploitant et son dossier d'autorisation daté du mois de septembre 1998. Cependant, ce bassin n'est pas équipé d'un moyen permettant de connaître à tout moment le volume d'eau présent.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Distances d'éloignement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/05/1999, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eloignement du personnel administratif
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la sécurité du personnel qui n'est pas nécessaire au strict fonctionnement du silo ou d'autres installations utilisant les produits stockés dans le silo, tout bâtiment ou local occupé par ce personnel doit être éloigné des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement) et des tours d'élévation d'au moins 25 mètres pour le silo 1 et 10 mètres pour le silo plat.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité relevée.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré que le site emploie uniquement 2 personnels nécessaires au fonctionnement de l'installation. Les bureaux utilisés par le personnel sont situés au pied du silo béton du site. Il a confirmé qu'il n'emploie pas sur ce site de personnels technico-commercial, ou de secrétariat. Il n'existe pas d'autres locaux situés dans les distances d'éloignement des silos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet